



Pierre Nkurunziza (CNDD-FDD) vote lors des élections générales et présidentielles, à Buye, Burundi, le 20 mai. AFP

Au Burundi, Nkurunziza se fait « guide suprême du patriotisme »

Le président sortant est remplacé par un général issu de son parti

JOHANNESBURG -
correspondant régional

Il était difficile de se convaincre de la possibilité d'un suspense en attendant les résultats des élections générales au Burundi. Organisées le 20 mai par temps de coronavirus, elles se sont tenues avec les frontières fermées, sans listes électorales publiées, ni mission d'observateurs internationaux (les seuls qui auraient pu se rendre au Burundi pour la circonstance avaient été avisés au dernier moment qu'ils seraient contraints de passer deux semaines en quarantaine et n'auraient retrouvé leur liberté de mouvement qu'après le scrutin). Également précédé par des intimidations et des violences focalisées sur ses militants. Le Consortium pour le monitoring des violations des droits de l'homme (Cosome), qui regroupe les organisations encore actives au Burundi, a soigneusement recensé les dernières exactions pendant la période du 1^{er} au 15 mai : un membre du CNL mort ; deux autres blessés, et quinze militants de ce même parti torturés. Les auteurs de ces violences sont des *Imbonerakure*, bras armé du pouvoir.

Dans un pays verrouillé par les forces de sécurité, il n'y avait aucune raison d'espérer une victoire. Ces élections ne sont pas l'expression d'une compétition à la loyale. Elles ne sont pas davantage le syndrome d'une transition, mais, plus prosaïquement, celui d'un reformatage. Pierre Nkurunziza a pris le contrôle de la rébellion en 2001, au temps de la guerre civile, dans l'une des nombreuses crises de leadership de cette formation. Plusieurs responsables « historiques », avant cela, avaient été écartés. Aujourd'hui, le contexte est différent, mais les dissensions au sein du parti ont, de nouveau, joué un rôle.

Son successeur désigné, Evariste Ndayishimiye, surnommé « Neva », est pourtant issu du même moule : tous deux étaient étudiants à Bujumbura après le début de la guerre civile de 1993,

Successeur désigné de l'ancien président, Evariste Ndayishimiye est issu du même moule

des voies légales, bien qu'il les juge sans espoir.

Il a déjà subi la violence des défaites imposées. En 2010, lors d'élections locales, il avait affirmé que des fraudes avaient privé son parti de victoires. Ses militants, par dizaines, avaient été tués lors d'une campagne d'assassinats. Cette fois, le CNL a subi des intimidations et des violences focalisées sur ses militants. Le Consortium pour le monitoring des violations des droits de l'homme (Cosome), qui regroupe les organisations encore actives au Burundi, a soigneusement recensé les dernières exactions pendant la période du 1^{er} au 15 mai : un membre du CNL mort ; deux autres blessés, et quinze militants de ce même parti torturés. Les auteurs de ces violences sont des *Imbonerakure*, bras armé du pouvoir.

Dans un pays verrouillé par les forces de sécurité, il n'y avait aucune raison d'espérer une victoire. Ces élections ne sont pas l'expression d'une compétition à la loyale. Elles ne sont pas davantage le syndrome d'une transition, mais, plus prosaïquement, celui d'un reformatage. Pierre Nkurunziza a pris le contrôle de la rébellion en 2001, au temps de la guerre civile, dans l'une des nombreuses crises de leadership de cette formation. Plusieurs responsables « historiques », avant cela, avaient été écartés. Aujourd'hui, le contexte est différent, mais les dissensions au sein du parti ont, de nouveau, joué un rôle.

Son successeur désigné, Evariste Ndayishimiye, surnommé « Neva », est pourtant issu du même moule : tous deux étaient étudiants à Bujumbura après le début de la guerre civile de 1993,

et ont échappé de justesse à la mort lorsque des jeunes miliciens tutsi extrémistes ont tué les étudiants hutu, avant de graver les échelons sur le terrain.

Dans les années du maquis, puis au pouvoir, Evariste Ndayishimiye est toujours là. Il est ministre de la sécurité, puis chef du cabinet militaire et civil à la présidence, y compris après les événements de 2015, lorsque la contestation du troisième mandat de Pierre Nkurunziza avait entraîné une vague de contestations et un coup d'Etat. En cinq ans, 1200 personnes ont été tuées, et le pays s'est isolé. Pierre Nkurunziza semblait avoir triomphé de tout. Puis il a annoncé, par étapes, vouloir quitter ce pouvoir qui avait tant coûté, en vies humaines, à conserver. Et un « dauphin » a été désigné, en janvier, pour lui succéder : Evariste Ndayishimiye, déjà mis sur orbite depuis qu'il était devenu secrétaire général du CNDD-FDD l'année précédente, poussant dehors Pascal Nyabenda, un dur du pouvoir et allié de Pierre Nkurunziza.

Ethnicisation de la politique

Car, contrairement aux apparences, « Neva » n'était pas le choix de Pierre Nkurunziza pour prendre sa succession. Il est plus, au fond, le résultat d'un mouvement en profondeur dans le parti au pouvoir. « Plusieurs facteurs ont joué, témoigne une source. De jeunes généraux, aussi bien hutu que tutsi, ont pris parti pour lui car ils le voient comme un acteur d'ouverture du Burundi. Ils ont en commun de ne pas faire partie, à l'origine, de la vague des généraux de la guerre civile, mais aussi d'être catholiques comme Evariste. »

Un mouvement de fond tente d'émerger, qui mettrait fin à la dérive du pouvoir burundais. Déjà, les éléments les plus extrêmes au sein des services de renseignement ont été écartés. Evariste Ndayishimiye est aussi opposé au général Alain-Guillaume Bunyoni, ministre de la sécurité publique – responsable de la police. Le renouvellement générationnel se double aussi d'un glissement

d'influence dans le domaine religieux. Alors que Pierre Nkurunziza, protestant de la mouvance « born again », était à couteaux tirés avec la puissante Eglise catholique du Burundi, ce changement de responsable devrait entraîner de nouveaux rapports.

Non parce qu'il n'aurait été mêlé à aucune des dérives du pouvoir au cours des dernières années. Plus prosaïquement, Pierre Nkurunziza s'est trouvé en butte à une rébellion interne, émanant de ceux qui dénoncent la pauvreté d'un pays isolé, dangereusement privé de ressources. La politique extérieure consistant à accabler l'Occident de tous les maux du pays en célébrant l'alignement du Burundi sur la Russie, la Chine ou la Turquie, n'a pas porté ses fruits. La capitale, Bujumbura, vivote et périlite.

Ce qui apparaît aussi, en filigrane, derrière des orientations politiques, est un constat de l'échec de l'ethnicisation de la politique. « L'ethnie a perdu de l'importance dans les faits, depuis 2015 et la contestation de la candidature de Pierre Nkurunziza par plusieurs types de représentants de la société », analyse Anne-Claire Courtois, chercheuse au laboratoire LAM (Les Afriques dans le monde) à l'université de Pau. Les jeunes voient bien que ceux que le pouvoir tue, désormais, ce sont essentiellement des Hutu. Le pouvoir a eu beau jouer la division ethnique, le pays n'a pas suivi. » Quant à Pierre Nkurunziza, après quinze ans au pouvoir, il va bénéficier d'une prime d'un demi-million d'euros, d'une grande maison de fonction et d'un salaire. Il compte aussi, et surtout, continuer d'exercer une influence et a été investi récemment du titre de « guide suprême du patriotisme ». L'expression laisse le champ ouvert aussi bien à une forme d'autorité qu'à rien du tout. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Les migrations des espèces plus rapides en mer que sur terre

Face à la hausse des températures, les animaux terrestres sont plus lents à se déplacer

Un peu plus de 6 kilomètres par an. C'est la vitesse moyenne à laquelle les espèces marines se déplacent vers les pôles pour retrouver un peu de fraîcheur, selon une étude publiée, lundi 25 mai, dans la revue *Nature Ecology & Evolution*. En effet, au fur et à mesure que le climat se réchauffe, les isothermes, ces lignes imaginaires le long desquelles la température est constante, remontent vers des latitudes et des altitudes plus élevées. Le rapport, mené par des chercheurs du CNRS, démontre qu'animaux et végétaux se déplacent en parallèle pour retrouver des milieux plus cléments. Mais, si les animaux marins arrivent à suivre la cadence, sur terre, le retard se creuse. Les espèces terrestres seraient ainsi six fois plus lentes à se déplacer.

Pour arriver à ces résultats, les chercheurs ont analysé la vitesse de déplacement de plus de 12 000 espèces animales et végétales en fonction de celle des températures. « Un des aspects très intéressants de cette étude vient de sa grande base de données », constate Olivier Dangles, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), qui n'a pas participé aux travaux. Appelée Bioshift, cette base de données en accès libre contient plus de 30 000 observations de déplacement d'espèces issues de 258 études publiées dans des journaux scientifiques et couvrant plus de deux siècles d'histoire.

Les écologues du CNRS ont ainsi observé que les espèces terrestres se déplaçaient seulement à une vitesse moyenne de 1 kilomètre par an. « Ce sont les activités humaines qui impactent le plus ces migrations », explique Jonathan Lenoir, chercheur à l'unité écologie et dynamique des systèmes anthropisés du CNRS, et coauteur de l'étude. La fragmentation des habitats liée à l'urbanisme, la déforestation, le développement des villes, les changements d'usage des sols et le morcellement des forêts, diminuent la capacité des espèces terrestres à migrer. » A l'inverse, selon le chercheur, les écosystèmes marins sont beaucoup plus continus, permettant aux espèces de se déplacer plus librement et de mieux suivre la course effrénée des températures.

Une autre différence majeure vient du type d'animaux présents dans chaque milieu. « Nous avons différencié deux types d'espèces : les ectothermes et les endothermes », explique Jonathan Lenoir. Les ectothermes sont les animaux ne produisant pas de chaleur interne et qui dépendent des sources extérieures pour augmenter leur température. A l'inverse, les endothermes sont capables de réguler leur propre température. « Les endothermes vont s'adapter plus facilement à une augmentation de 1°C de température par exemple. Les ectothermes, plus sensibles aux fluctuations de température, sont susceptibles de migrer plus vite », poursuit le chercheur. Les milieux marins seraient ainsi majoritairement composés d'espèces ectothermes.

En montagne, la situation est un peu différente. Selon l'étude, les espèces s'y déplacent à une vitesse

« Les animaux ont du retard sur le changement climatique. Cet écart se creuse pour les espèces terrestres »

ROMAIN BERTRAND
coauteur de l'étude

moyenne de 2 mètres par an, avec un record de 12 mètres par an pour les amphibiens. Cette différence de vitesse entre les plaines et les montagnes serait due au fait que les espèces des plaines doivent parcourir une plus grande distance pour trouver de nouvelles conditions climatiques favorables.

Les espèces s'adaptent donc au changement climatique, mais pourront-elles se déplacer indéfiniment ? « Non, bien sûr, répond Olivier Dangles, de l'IRD. Ces migrations sont en réalité ce qu'on appelle des ascenseurs vers l'extinction. Au bout d'un moment, les animaux ne pourront pas aller plus loin. » En effet, à mesure que les espèces se déplacent, elles se rapprochent des cimes en altitude et des pôles en latitude. « L'espace se réduit quand on arrive à proximité du sommet, confirme Jonathan Lenoir. Chez certains oiseaux, on observe déjà des espèces endémiques qui ont migré à leur limite altitudinale et qui s'éteignent. »

« Corridors écologiques »

Alors ces migrations sont-elles une bonne ou une mauvaise nouvelle ? « Nous pouvons au moins dire que, face au réchauffement, les espèces ont une réponse. Elles mettent en place une stratégie, avance Romain Bertrand, postdoctorant au laboratoire Evolution et diversité biologique de l'université de Toulouse et coauteur de l'étude. Mais la vitesse de déplacement des isothermes est beaucoup plus grande que celle des espèces animales ou végétales, donc, quoi qu'il arrive, les animaux ont du retard sur le changement climatique. Et cet écart se creuse de plus en plus pour les espèces terrestres. »

De plus, selon Olivier Dangles, il existe une contrainte supplémentaire : les espèces sont liées à leur écosystème. « Par exemple, un insecte va peut-être pouvoir se déplacer rapidement, mais pas sa plante hôte ou sa nourriture. Les espèces dépendent donc de la capacité de dispersion de leurs proies, prédateurs, habitats, etc. », explique le chercheur.

Pour aider les espèces à se déplacer plus rapidement, Jonathan Lenoir énonce deux possibilités. « La première solution, ce sont les migrations assistées. C'est une forme de gestion très interventionniste qui consiste à déplacer des espèces sur de grandes distances pour les relocaliser. » Cette méthode ne fait pas l'unanimité et peut entraîner des problèmes d'invasion. « Une approche plus naturelle, poursuit le chercheur, consiste à favoriser la mise en place de corridors écologiques, comme des bocages dans les régions agricoles, qui permettent aux animaux de se déplacer tout en restant dans leur écosystème. »

Pour les scientifiques, le travail n'est pas fini. « Notre base de données comprend 12 000 espèces, soit 0,6 % de la biodiversité connue, fait valoir Jonathan Lenoir. Il reste énormément de régions qui sont très peu échantillonnées, comme l'Amazonie par exemple, qui est pourtant un foyer important de biodiversité. » ■

CLÉMENTINE THIBERGE

« Ces migrations sont en réalité ce qu'on appelle des ascenseurs vers l'extinction »

OLIVIER DANGLES
Institut de recherche pour le développement